

# Maurice Troillet

## L'apprentissage d'un homme d'Etat (1905-1913)

André GUEX

L'esprit d'une œuvre compte sans doute autant que son bilan matériel. Aussi importe-t-il de comprendre les options de l'homme qui s'est identifié à son pays au point qu'on ne puisse parler de l'un sans prononcer le nom de l'autre. Cherchant à tirer le peuple du Valais d'une misère qui paraissait sans remède, Maurice Troillet a réussi parce que leurs besoins étaient les mêmes : vigneron, il a étendu le vignoble ; agriculteur, il lui a donné des champs. Il a voulu que le paysan puisse vivre. Le progrès ? oui, mais en fonction de l'homme. Son action est sous le signe de la terre. Il a tout fait pour qu'elle assure à ceux qui la cultivent une vie aussi digne que celle des bureaucrates, des commerçants, des ouvriers. Peut-être a-t-il rêvé qu'un jour les fils des industriels seraient jaloux des rythmes de l'existence paysanne. Peut-être prévoyait-il que la question paysanne primerait un jour la question ouvrière parce que, malgré la lune, nous sommes des terriens et qu'il faudra bien, pour survivre, renouveler le contrat que l'homme avait jadis signé avec la nature. Pourquoi la production agricole ne serait-elle pas rentable alors que les deux tiers de l'humanité ont faim et que beaucoup en meurent ?

Maurice Troillet a donc voulu la terre, et son progrès, entendant ce mot dans un sens précis. Il ne disait pas : « Vous allez gagner de l'argent » mais « Nous allons faire de la plaine un jardin ». Il pensait que les forces de l'argent ne seraient pas à coup sûr victorieuses et qu'il y avait à cueillir d'autres fruits que ceux de la ploutocratie.

### *Les racines paysannes*

Pour comprendre la nature de ce pari, c'en était un en 1913, pour un homme lucide et parfaitement conscient du fait que la société moderne ferait bon marché des intérêts de la petite paysannerie où elle verrait un réservoir de main-d'œuvre plutôt qu'une population autonome à maintenir viable à tout prix, il faut étudier l'apprentissage de l'homme d'Etat et il n'est pas indifférent de reconnaître ce qu'il doit à son enfance terrienne et au village

du Châble où il est né en 1880, chef-lieu de la commune de Bagnes, et reconnu comme tel dès longtemps car il possède, ou possédait l'église, la maison communale, le castel des anciens seigneurs devenu « l'Abbaye », des halles, la place publique et les fourches patibulaires. C'était, quand Maurice Troillet en devint le président, une importante agglomération villageoise, dominée sur la rive droite de la Dranse par les murets de champs superposés débouchant sur un cirque de pâturages, le Verbier futur. Malgré l'installation de très modestes industries, fabrique de sonnailles, de drap, tannerie, tissage, fourneaux de pierre ollaire, Bagnes était une commune essentiellement paysanne. Ses ressources ? seigle, froment, pommes de terre, noyers, pommiers, cerisiers et surtout l'élevage et les produits de l'industrie laitière.

Publiées par André Donnet, les lettres de jeunesse prouvent l'attachement de Maurice Troillet à son ascendance bagnarde et un amour de la terre contracté dès l'enfance. En un sens, son action politique vérifie le proverbe qui veut qu'une vie réussie soit un rêve d'enfant réalisé par l'adulte.

Comme tous ceux qui ont le goût de la terre dans le sang, Maurice Troillet a arrondi, chaque fois qu'il a pu le faire, les biens hérités de son père, qu'il s'agisse de ses vignes de Fully ou d'alpages. Mais sa manière d'aimer la terre ne relève pas, il s'en faut, du seul désir de posséder, mais d'une curiosité, sans cesse en éveil, des moyens de la rendre rentable, non pas pour s'enrichir lui-même — tous ses investissements personnels, à l'exception de terrains acquis bénéficiant de la valeur accrue de la terre valaisanne, se sont soldés par des déficits — mais pour lui donner, ou lui rendre sa raison d'être nourricière. Il est animé d'une passion instinctive et constante dont l'objet peut s'exprimer en quelques mots : il faut que la nature vive, qu'elle soit bêtes, hommes ou plantes, que les bêtes se reproduisent, que les arbres repoussent, que les hommes se nourrissent, et cela indépendamment de tout intérêt économique. La vie pour la vie d'abord, telle était sa philosophie. L'économie ne vient se greffer qu'après coup sur les questions qu'il se pose devant un plan d'eau ou devant un terrain inculte. Quelles algues, quels poissons pourraient-ils y vivre, y ont-ils vécu ? Quelles plantes, quelles bêtes y trouveraient-elles un habitat, un territoire ?... Dans les vignes acquises à Fully, il introduit le « païen » qui a rendu célèbre les parchets du Haut-Valais. Du Grand-Brûlé, domaine de l'Etat, il fera un institut de recherche sur les cépages et les terrains susceptibles de favoriser tel plant, tel autre.

Quand il se promène, il emporte avec lui ses questions : qu'est-ce qui pousse, qu'est-ce qui pourrait pousser, être introduit, qui serait conforme à ce qu'il appelait « le génie du lieu » ? Dans les environs de son chalet du Clou, il a observé des petits tétras en masse. Et il introduit les grands, dont il s'inquiétera encore vingt ans plus tard : « Où sont-ils ? Combien ? ont-ils prospéré, à Ferret, à Ravoire ? » Il essayera et réussira l'acclimatation des bouquetins, il échouera avec les astrakans. Il hait, ou dédaigne, tout ce qui n'est pas naturel, en particulier les conserves et les vins fabriqués ou simplement sucrés. Un instinct qu'on pourrait nommer écologique lui a enseigné que le progressisme artificiel, qu'une création faite au mépris de la nature, et meilleure qu'elle, n'existent pas.

Ainsi, il apprenait son futur métier, qui était de penser. Un jour, Maurice Chappaz s'étonne de le voir demeurer immobile pendant des heures

près de son chalet, regardant des ouvriers au travail : « On a bien travaillé aujourd'hui » dit-il en rentrant. « Mais toi tu n'as rien fait », répond Maurice le neveu. — « Si, j'ai bien travaillé, j'ai eu une idée », réplique Maurice l'oncle.

Tout son vin, vinifié artisanalement et mis en tonneau à Fully — sauf celui d'une seule vigne, la Liaudésaz, créée sur l'emplacement d'une ancienne châtaigneraie, qu'il livrait aux caves coopératives — il le faisait monter au Châble où il le décantait, mettait les tonneaux à bonde et travaillait à la mise en bouteilles. « Je ne l'ai jamais vu tailler » m'a dit Chappaz, mais il se posait des questions relatives à la taille. Pour tout ce qui touchait ses vignes, c'était l'absence complète de tout souci de rendement financier. Et des bouteilles de 1945 et 1947 de sa vigne « personnelle », celle des Claives, il en reste encore dans la cave de l'« Abbaye ».

En revanche, il se préoccupait beaucoup de la rentabilité du Domaine de Charnot, créé sur un marécage assaini, car elle concernait sa réflexion sur l'avenir de la plaine du Rhône. Or il savait, et le disait, qu'il est plus facile de faire de l'agriculture avec de l'argent que de l'argent avec l'agriculture. Souci économique encore, mais dépassant largement toute préoccupation de profit personnel, ses efforts pour créer un jardin fruitier au Châble, une aspergière dans les limons de la Dranse, un parc à moutons, des agneaux nourris de regain, une plantation de framboisiers et de fraisiers. Il fallait que ça réussisse, il voulait créer un paradis terrestre rentable, il voulait savoir précisément ce que ça pouvait rapporter. Il investissait et perdait de l'argent dans ses essais agricoles mais il était en quête d'une mine d'or pour la vallée, pour le Valais. Sa mère, déjà très vieille, demandait qu'on lui cherche de l'eau de leur source, au mayen de Borinson. Son fils fit analyser les vertus de cette eau. Chercheur d'or. Mais les fraises, qui lui ont coûté de l'argent, en ont apporté au canton.

Pour le bétail, c'est la même chose. Tant qu'il a eu un troupeau, il cherchait à avoir les reines. Un été, l'une de ses vaches a été reine à lait et reine à cornes, elle a désalpié avec les deux rubans, le rouge pour les cornes et le blanc pour le lait. C'était au Grand-Plan, au-dessus des Planards, où il avait une vingtaine de fonds, sous la Croix de Cœur, tout près du futur altiport ! A l'étable du Châble, celle de son père déjà, il garda longtemps des vaches et un ou deux porcs pour la boucherie. Un jour, son ami Frédéric Fauquex vint la faire lui-même et Troillet parlait des atriaux de Fauquex.

C'est de tout cela qu'était fait ce goût de la campagne, de la montagne, cela remontait à l'enfance, au temps où, en vacances, il faisait les foin. Les reines l'intéressaient, il tentait des croisements, achetait du bétail à Evolène, de la vieille race tachetée, pour changer le sang. Il cherchait l'amélioration de la race et non pas une satisfaction d'orgueil. Lors d'une épidémie de bang, il se lia d'amitié avec le professeur B. Galli-Valerio et quand il trouvait un oiseau crevé, il le lui envoyait. Il voulait savoir le pourquoi des choses. Sa passion de la chasse relève de la même curiosité de tout ce qui touche la vie. Il a couru le glacier d'Otemma, les Portons, il étudiait la vie hivernale des chamois, il faisait autopsier ceux qui mouraient de maladie et non pas de ses balles. Plus tard, il choisit soigneusement les gardes-chasse, et particulièrement parmi ses amis braconniers. Jeune, il allait vivre avec des bergers et

se souvenait de huit jours au seigle et au lait, juste au-dessus du défilé de Mauvoisin, sur une des arêtes descendant du Combin.

Dans ces quelques pages, à l'affût moi-même des étapes de son apprentissage, j'ai commis sans doute, sciemment, quelque erreur de méthode, et malmené la chronologie, cette exigeante et gênante maîtresse de l'historien. Je cherchais la jeunesse et j'ai parfois croisé l'âge mûr et un peu brassé les années. C'est ma faute. Et je risque d'errer ainsi encore jusqu'au moment tout proche où j'aborderai et relaterai, en respectant les ans et les mois, ses interventions au Grand Conseil, de 1905 à 1913. Pour l'instant je profite, grâce à Einstein, du fait que l'espace et le temps sont choses relatives, donc secondaires, sinon négligeables.

En décembre 1908, alors qu'il était déjà député au Grand Conseil depuis trois ans, Maurice Troillet fut nommé simultanément conseiller et président de la commune de Bagnes. A parcourir les journaux de l'année, on découvre les événements marquants : l'absinthe interdite malgré les arguments de quelques adversaires bons prophètes qui prévoient la contre-attaque efficace et massive des Pernod futurs, le Martigny-Orsières faisant son bonhomme de chemin, le tronçon Bovernier-Sembrancher adjudgé cependant que les partisans optimistes du chemin de fer lancent un projet de voie ferrée Sembrancher-Valpelline avec un devis de 1 400 000 francs au kilomètre. La même année, le projet de téléphérique au Cervin est abandonné cependant qu'un automobiliste britannique, M. Fawcett, atteint le Gornergrat et un autre jour Zinal avec sa voiture. Les catastrophes sont aussi au rendez-vous : 100 000 victimes du tremblement de terre de Messine et, quelques jours plus tard, 30 morts et 40 orphelins à Nax parce que la voûte de l'église s'est effondrée pendant la messe. On apprend aussi que le pape souffre d'une grave dépression due aux idées modernistes qui se répandent dans le clergé. Mgr Lefèbvre l'aurait alors rassuré et guéri.

Ce n'est pas dans les journaux mais dans les procès-verbaux du Conseil de la commune de Bagnes, que son président Willy Ferrez et son secrétaire Bernard Fellay m'ont aimablement permis de consulter, que j'ai découvert encore quelque chose des racines et des causes des options politiques du futur chef, pour quarante ans, du Département de l'Intérieur. Ma première surprise a été d'apprendre qu'en 1907 Maurice Troillet et son ami Jules Tissières avaient demandé une concession des eaux du sommet de la grande digue de Champsec à la frontière des communes de Vollèges et Sembrancher. Ils offraient 1000 francs à l'homologation, 3000 au début des travaux, deux par cheval utilisé et cinq par an jusqu'au début des travaux. Si ceux-ci n'étaient pas entrepris avant cinq ans, les eaux redeviendraient propriété communale. Au vote, la concession fut accordée par 560 voix contre 239. Par la suite, J. Tissières sollicita et obtint deux prolongations mais le projet n'aboutit pas et les eaux de Bagnes eurent finalement d'autres maîtres.

Cette préface industrielle tranche assez paradoxalement avec les préoccupations de Maurice Troillet qui présida l'assemblée de commune de Bagnes dès le 31 décembre 1908. A partir de cette date, les procès-verbaux changent d'allure et gagnent en précision. Les interventions sont relevées, leurs auteurs cités nommément, les décisions protocolées. Maurice Charvoz, réclamant en début de séance des charges accrues — dans les commissions en particulier —

pour la minorité, s'entend répondre qu'il n'est pas d'usage de présenter des vœux de cette importance au cours d'une séance dont l'objet est précisément de procéder à ces nominations et qu'ils devraient être soumis en temps voulu, c'est-à-dire assez tôt pour qu'ils soient examinés et mûris.

Les ordres du jour et les discussions mettent en relief les soucis du conseil au début du siècle, au temps où un franc était un franc. Il refuse, par exemple, d'augmenter de 4 à 5 francs l'indemnité journalière des gardes qu'une épidémie de fièvre aphteuse oblige à des déplacements quotidiens ; il adjuge pour 15 francs des débris de pierre ollaire tirés de fourneaux détruits ; il diminue une amende en spécifiant que c'est un cadeau, mais non un précédent ; les boulangers seront astreints à peser le pain pour chaque client. Quant au bois, pesé ou non, d'affouage ou de lune, c'est le pain quotidien, presque une litanie : refus de coupe dans les forêts protectrices, parcours du bétail en forêt, des chèvres surtout, vagabondes et friandes des pousses fraîches, cauchemar des forestiers. L'un d'eux ne fut-il pas surnommé plus tard l'Attila des chèvres ? Le règlement forestier, réclamé dès son entrée en fonction par le président Troillet, est impitoyable, imposant aux gardes une surveillance constante, un rapport d'activité mensuel, relevant les traces de parcours prohibé, de litière enlevée, de bois volé ou entaillé, le relevé de tout le bois exploité, les dégâts provoqués par le châblage. Tout cela pour un salaire variant de 70 à 300 francs selon l'étendue, la distance et les difficultés d'accès.

Même précision en ce qui concerne le bétail et, plus particulièrement l'assurance maladie qui pourrait entraîner des subventions et au sujet de laquelle on va voter. Conférences et information sur la question, Maurice Troillet ne néglige rien et paie de sa personne. On débat aussi du pour et du contre de l'importance du mouton italien. Le bénéfice compenserait-il le risque d'infection ? Favoriserait-il l'élevage du mouton indigène dans l'Entremont ?

En juin 1909, on trembla car la menace due aux eaux accumulées de Crête Sèche est grave et, de Martigny à Fionnay les descendants des morts n'ont pas oublié le raz de marée de 1818. Grâce aux travaux entrepris en 1898 par Maurice Carron, alors président de Bagnes, il n'y eut pas de nouvelle débâcle et la menace tourna court.

En 1909 encore, à l'instigation de son président, le conseil de commune entreprit de rechercher, et de faire rechercher tous les documents épars dans les familles et de constituer des archives propres à sauver l'histoire de la vallée. Quiconque se dessaisira d'une pièce intéressante sera récompensé par une prime. De telles préoccupations culturelles n'encombrent pas les archives des villages.

Le 25 juillet, Maurice Troillet, nommé préfet de l'Entremont, abandonne la présidence de Bagnes. Les protocoles rendant compte de l'activité préfectorale sont brefs et peu nombreux. Toutefois à la date du 25 février 1911, on découvre que les communes de l'Entremont refusent à l'unanimité un projet cantonal visant à autoriser la circulation automobile sur la route cantonale du district. Les raisons ? La route est trop étroite, il n'y a pas de barrières au bord des précipices, elle a été construite aux frais des communes et les véhicules y sont déjà assez nombreux. Il est inexact de prétendre

que cette autorisation favoriserait l'industrie hôtelière, aucun aubergiste ne la souhaite. L'accorder, ce serait exaspérer les gens de la région et les inciter à lancer une initiative tendant à proscrire la circulation automobile dans tout le canton. En revanche, l'Entremont consulté prit à l'unanimité position pour la loi fédérale sur l'assurance maladie et accidents. Un appel en sa faveur fut crié dans toutes les communes les 28 janvier et 4 février 1912.

Les procès-verbaux préfectoraux sont courts, les frais du préfet le sont aussi. En 1911, ils se réduisent à 5 fr. 80 soit : avis de vendange, 4 fr. 40, un télégramme à 1 fr., deux courses à Fully, 0,40 fr.

Dans la mesure très faible — tant les témoins survivants sont rares — où l'on peut deviner quelque chose des méthodes de travail du futur homme d'Etat, on découvre un trait qui ne se démentira jamais : avant de décider, il s'isole. D'abord il écoute, il fait parler, qu'ils soient paysans, scientifiques ou industriels, ceux qui peuvent lui apprendre quelque chose. Mais autant il peut être impulsif et direct dans le contact, autant il est réfléchi, donc volontairement solitaire, quand l'heure est venue de décider. Quand il s'agissait de trouver la solution d'un problème, il s'arrangeait à être seul, deux ou trois jours. La solution une fois trouvée, la décision prise, il reparaissait et l'imposait. Et la chasse fut aussi, pour lui, l'une des formes de cette solitude.

#### *Député au Grand Conseil (1905-1913)*

Maurice Troillet entre au Grand Conseil en mars 1905. Cela ne parut un événement à personne, la majorité des journaux n'en parla même pas. D'ailleurs, les premiers pas législatifs de cet observateur intelligent furent plus que discrets et le sténographe attitré cite son nom pour la première fois en mars 1906. Il est de ceux qui votent oui et contribuent à faire passer l'article 89 de la Constitution, établissant l'incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et civiles. On venait d'assister à un beau duel entre Raymond Evéquo et Alexandre Seiler. Selon le premier, cet article contesté ne vise qu'à assurer le prestige et l'autorité morale du clergé auquel il faut éviter le risque d'être mêlé à ces « conflits qui pourraient surgir grâce aux menées politiques parfois en honneur lors des élections en beaucoup de communes ». <sup>1</sup> A. Seiler, qui y voyait une insulte imméritée au clergé, défendit en vain la thèse opposée. Maurice Troillet avait suivi son maître R. Evéquo chez qui il avait fait son stage et avec qui, devenu conseiller d'Etat, il entretenait une collaboration habile aussi longtemps que vécut le brillant avocat. A eux deux, ils gagnèrent devant le Grand Conseil plus d'une partie difficile.

Deux jours plus tard, le 3 mars, Maurice Troillet s'engage de tout autre manière au sujet de l'article 83 de la constitution, renvoyé à une commission et dont l'objet est d'assurer une plus juste répartition des mandats de députés entre les cercles et les districts. Après quelques propos liminaires tendant à démontrer que son seul propos était de servir l'intérêt général, de réaliser le grand principe de l'égalité des citoyens devant la loi en faisant

<sup>1</sup> *Bulletin des séances du Grand Conseil* (cité ci-après : BGC), séance de relevée du 1<sup>er</sup> mars 1906, p. 385.



abstraction « des avantages ou des désavantages qui pourraient en résulter pour telle ou telle partie du canton ». <sup>2</sup> Maurice Troillet propose d'asseoir le chiffre de la députation non plus sur celui de la population, mais sur celui des électeurs qui est stable et représente seul l'élément national. Fixer le nombre de députés à un par 250 électeurs, ce serait composer le Grand Conseil de 119 députés environ, chiffre qui ne varierait guère car le nombre des électeurs n'augmente pas dans les mêmes proportions que celui de la population. Et il développe aussitôt ses raisons. Cette mesure n'est pas nouvelle en Suisse, Vaud, Zurich, le Tessin, Uri, Nidwald et Lucerne l'ont adoptée, elle devient d'autant plus nécessaire en Valais que le percement du Simplon amènera de nombreux étrangers, ce qui provoquera, au gré des travaux en cours ici ou là, des fluctuations importantes du chiffre de la population. Ce principe est le seul juste car ce sont les électeurs qui nomment les députés, rejettent ou acceptent les lois. Le peuple, c'est l'ensemble des électeurs et le Grand Conseil n'est que sa représentation, d'où il suit que les électeurs doivent servir de base pour fixer le nombre des représentants à l'Assemblée législative. Pourquoi les électeurs d'une ville où il y a beaucoup d'étrangers auraient-ils plus de droits que les autres ? Est-il juste que dans un district 160 électeurs puissent nommer un député et qu'il en faille 320, le double, dans un autre ? C'est fouler aux pieds l'égalité. Le système proposé la rétablirait intégralement et l'on cessera d'accorder aux étrangers, aux faillis, à tous ceux qui n'ont pas le droit de vote, une représentation qui, pour être indirecte, n'en est pas moins réelle. En somme, ils bénéficient d'un droit qu'ils ne peuvent pas exercer ! Il est difficile de pousser l'illogisme plus loin et le bon sens voudrait qu'on leur accorde le droit de vote. Qu'on n'allègue pas, pour lutter contre cette proposition, une prétendue antipathie contre les étrangers. Nous n'en éprouvons aucune. Preuves en soient les facilités accordées récemment à ceux qui désiraient se naturaliser. Ce sont des électeurs en puissance. L'adoption du nouveau système offrirait un avantage encore : « Les communes seront forcées de tenir les registres des électeurs beaucoup mieux qu'elles ne le font aujourd'hui et ce sera le plus sûr moyen d'éviter ces recours qui bouleversent le pays et font durer les haines politiques pendant des mois et même des années. » <sup>3</sup> Le conseiller d'Etat Henri Bioley, tout en reconnaissant la justesse des idées et la valeur du plaidoyer de Maurice Troillet pense que cette idée originale et novatrice mériterait qu'on prenne le temps d'y réfléchir et d'en remettre la discussion aux deuxièmes débats, et Maurice Troillet, estimant que sa proposition ne perdrait rien à être examinée, donne son accord à un renvoi au Conseil d'Etat.

Un an plus tard, le 6 mars 1907, le député de Bagnes reprend la défense de sa proposition, n'ajoutant guère à son plaidoyer qu'un argument : ce mode de faire établira l'égalité entre campagnards et citadins et permettra à l'élément valaisan de prédominer dans le canton. L'opposition, s'exprimant par la bouche du président du Conseil d'Etat Joseph Burgener, juge que la proposition Troillet, juste en soi, est prématurée et inopportune car les étrangers ne

<sup>2</sup> BGC, séance du 3 mars 1906, pp. 447 et suivantes.

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 454.

submergent ni ne submergeront le canton dans un avenir rapproché et travaillent à la prospérité du pays par leurs contributions et par l'industrie dont ils soutiennent le réjouissant essor actuel.<sup>4</sup> Le député Léon Martin conclut la discussion en déclarant qu'il n'y a pas eu en Valais « d'éléments subversifs nécessitant un frein » et qu'il votera la proposition Troillet le jour où l'on dispensera d'impôts ceux qui n'ont pas le droit de vote. La motion Troillet fut définitivement écartée par 60 voix contre 40.<sup>5</sup>

1908 fut l'année de la loi électorale, donc celle où, une fois de plus, l'effort allait être voué à l'échec de ceux qui tentaient d'introduire la proportionnelle à l'élection des députés au Grand Conseil. Le Conseil d'Etat, fort d'un scrupule constitutionnel, juge préférable d'en faire l'essai au niveau des communes qui ont, à condition d'en faire la demande, le droit de l'appliquer. Puis Maurice Troillet rapporte, au nom de la commission.<sup>6</sup>

Après un rapide historique de l'évolution du droit électoral en Valais de 1825 à 1908, s'attardant quelque peu à la question du vote obligatoire imposé dans quelques cantons, il renonce à parler du « vote des femmes qui probablement ne troublera pas nos discussions »<sup>7</sup> et ne semble pas « un besoin pour notre pays » rappelle que la corruption électorale est une tare « que le suffrage universel traîne partout après lui, et dont il ne se débarrassera jamais complètement. [...] Quelle loi, quelle disposition pénale pourra guérir le suffrage universel qui charrie dans ses veines toute la masse de la corruption humaine ? » Ensuite de quoi, il balaie une proposition de minorité dont ont parlé les journaux et demandant l'introduction de la proportionnelle pour les élections au Grand Conseil. Comme le Conseil d'Etat, et conformément aux propositions de la majorité de la commission, il la rejette comme inconstitutionnelle, une constitution que, dans le cas présent, il ne souhaite assurément pas changer pour des raisons évidentes et qui ne tiennent pas exclusivement au respect inconditionnel qu'il lui porte ! En revanche, la commission est favorable à l'introduction au communal d'un quorum du 20 %, propre à empêcher l'émiettement des partis.

La discussion des articles successifs montre bien ce qu'étaient les préoccupations des habitants des communes forestières ou riveraines : les droits d'abattage de bois et de flottage sont débattus d'abord, fixés ensuite avec une précision qui semble d'un autre âge.

Les partisans de la proportionnelle tentant, au cours des débats, de renverser le courant, s'entendent répondre par Maurice Troillet : « Les partisans de la proportionnelle doivent donc être raisonnables et comprendre qu'il n'est pas dans l'intérêt de leur cause de trop revenir à la charge, de peur de devenir à charge [...]. Puisque ce système doit avoir de si heureux effets pour notre pays, attendez donc que nous ayons pu y goûter au communal ; si le goût en est bon, le peuple valaisan saura bien vous en demander une

<sup>4</sup> BGC, session ordinaire de novembre 1906, prorogée au 25 février 1907, séance du 6 mars 1907, pp. 201 et suivantes.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 217.

<sup>6</sup> BGC, session de novembre 1907, prorogée au 16 mars 1908, séance du 17 mars 1908, pp. 93 et suivantes.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 98.



répétition. »<sup>8</sup> Selon lui, l'introduction de la proportionnelle se heurte à la constitution, elle nous conduit à des absurdités, ce qui est inadmissible. La crainte de voir l'opposition monter doucement au pouvoir explique le vote : 59 contre 51 voix refusent le système proportionnel à l'exception des élections aux cercles qui, si un cinquième des électeurs en fait la demande trois semaines à l'avance, peut l'adopter.

Au cours des seconds débats, le député Jules Tissières présenta un rapport vigoureux en faveur de la proportionnelle. Sur ce point, en effet, les deux intimes M. Troillet et J. Tissières étaient d'avis opposés. Contrairement aux adeptes du système majoritaire, J. Tissières soutient que la proportionnelle n'a rien d'anticonstitutionnel, que la constitution est muette à cet égard et n'exclut aucun système. Montrant ses avantages, il conclut que la RP est et doit être la conséquence logique du suffrage universel. C'est un principe de justice qui n'aboutira ni à l'émiettement des partis ni à l'affaiblissement du parti conservateur mais sera au contraire une garantie de stabilité : « Il contribuera certainement, d'autre part, à apaiser les haines politiques malheureusement encore si vivaces dans certaines régions ».<sup>9</sup> L'article consacrant le système majoritaire fut malgré tout voté en seconds débats, avec l'ensemble de la loi, le 23 mai 1908 et accepté par le peuple le 5 juillet. Toutefois, donnant suite à une motion de R. Evéquoz, tendant à soumettre au peuple une révision de la constitution pour qu'on sache ce qu'il pense de la proportionnelle, le Conseil d'Etat s'engage à étudier cette proposition et à faire un rapport à ce sujet « dans le temps réglementaire »<sup>10</sup>.

Quatre ans plus tard<sup>11</sup>, la question de la proportionnelle, qui remonte à 1875<sup>12</sup>, revint au Grand Conseil le 23 mars. Si le Conseil d'Etat est disposé à abandonner le système majoritaire, l'opposition, conservatrice pour une fois, se cabre aussitôt et Henri Rotten déclare : « Le Gouvernement suit une mauvaise tactique et la majorité conservatrice est obligée de le désavouer » parce que la proportionnelle est inconstitutionnelle et creuserait plus profond le fossé entre les citoyens<sup>13</sup>. Quant à la minorité libérale, elle la souhaite parce que sa représentation au Grand Conseil gagnerait 4 ou 5 sièges alors qu'elle n'en a présentement que 30, et les conservateurs 90. Selon le député C. Défayes, « si le système proportionnel crée des castes, le système majoritaire n'en crée que deux : celle des jouisseurs et celle des parias ».<sup>14</sup>

Une fois de plus, la minorité proportionnaliste assista le 26 mars à l'enterrement de ses espoirs décidé par 49 voix contre 44. Lors des seconds débats, l'enterrement fut confirmé et entériné, à titre provisoire. Mais, on le sait, la marge est mince entre le provisoire et le définitif. Ainsi le parti conservateur n'eut pas à souffrir de la motion Evéquoz, ni de ses suites parlementaires.

<sup>8</sup> BGC, séance du 21 mars 1908, pp. 205 et suivantes.

<sup>9</sup> BGC, session ordinaire de mai 1908, séance du 22 mai 1908, pp. 203-204.

<sup>10</sup> *Ibidem*, pp. 207-208 et pp. 236-237.

<sup>11</sup> BGC, session prorogée de novembre 1911 au 18 mars 1912, séance du 23 mars, pp. 88 et suivantes.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 117.

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 122.

<sup>14</sup> *Ibidem*, séance du 29 mars 1912, p. 217.

Revenons à 1909. Maurice Troillet n'intervint guère dans les débats des sessions de novembre 1908 et de mai 1909. Cependant, alors qu'on discutait d'une amélioration du traitement des instituteurs dont le salaire s'élevait à 400 francs par an, il demanda l'allocation d'une petite indemnité aux instituteurs n'enseignant pas dans leur commune. Ils sont environ 200 et leur situation est beaucoup moins favorable que celle de ceux qui restent dans leur commune. Cette indemnité supplémentaire serait, selon sa proposition, de 30 francs payés par l'Etat, la commune en versant 30 elle aussi, au minimum. Le président de la commission répondit qu'elle avait envisagé cette éventualité et qu'elle aurait accepté cette augmentation si elle n'avait craint que le « vaisseau de la loi ne soit déjà trop chargé »<sup>15</sup>. Aussi, sympathique à cette proposition, n'en fait-elle pas une proposition ferme. Au vote, l'amendement fut repoussé et, conformément à l'article 5, les instituteurs enseignant dans une localité autre que celle de leur domicile auront droit à 4 stères de bois et à un logement convenable ou, à ce défaut, à une équitable indemnité.

Les chiffres, et ces 4 stères de bois, en disent long sur la modestie des ressources de ceux qui vivaient il y a soixante-cinq ans d'une part, et sur l'évolution du pouvoir d'achat de l'argent, le temps d'une vie d'homme.

Au cours des discussions où la rhétorique oiseuse et la vanité de tel « orateur » occupent le devant de la scène, Maurice Troillet reste le plus souvent muet. Parfois une remarque brève, propre à prendre l'orateur à contre-pied. Muet, mais attentif toujours, et intervenant quand il y a quelque chose à dire. Ainsi, à propos des délits forestiers<sup>16</sup>, il demande si la récidive prévue pour les vols de bois sera calculée avec ou sans égards à un laps de temps quelconque, cinq ans par exemple. Et rappelle que pour les délits de chasse il y a un terme fixé. Maurice Troillet était chasseur ! Certaines mauvaises langues ont parlé braconnage. Qui sait ? Qui dit chasseur...

En 1910, on n'entendit guère sa voix au cours du débat sur l'enseignement secondaire ; le temps n'est pas encore venu de croiser le fer avec le chef du département de l'Instruction publique Joseph Burgener. Alors que Raymond Evéquo est omniprésent et toujours sur la brèche, Maurice Troillet préfère le travail des commissions. Homme de contact, de conversations privées où son pouvoir de persuader est d'une rare efficacité. Dès novembre 1910, il fait partie de la commission dite, déjà, de la route du Rawyl, qui doit décider si elle traversera ou non Grimsuat.

Les interventions de Maurice Troillet au Grand Conseil sont souvent brèves, parfois très brèves. Lors de la discussion de la loi sur l'enseignement secondaire, qui ne devait en principe traiter que des écoles scientifiques, dites alors industrielles, irrité d'entendre les députés mêler au débat des questions relevant de l'enseignement classique, il intervint brusquement et rappelle qu'on a tort de mélanger ce qui doit être séparé et qu'à distinguer nettement les problèmes distincts on gagnerait en clarté et en efficacité. Et quand le Conseil d'Etat, fortement appuyé, veut décider du nombre des années de collège, sept ou huit ans, il demande le renvoi de la décision. Le temps est pour lui une

<sup>15</sup> BGC, session ordinaire de mai 1909, séance du 19 mai, p. 260.

<sup>16</sup> BGC, session de novembre 1909, prorogée au 14 février 1910, séance du 17 février, p. 168.

denrée précieuse. Mais sa proposition est refusée et le vote décide : de sept à huit ans !<sup>17</sup> Qu'il s'agisse d'un problème de ce genre, ou de chasse, ou de protéger la majorité politique, fondement de toute action efficace, l'œil et l'oreille sont toujours ouverts, et la langue aiguisée.

La session prorogée de novembre 1910 au 6 mars 1911 eut pour objet le code civil. Le Valais vit depuis trois quarts de siècle sous un code calqué sur le Code Napoléon et adapté à ses coutumes. Il s'agit de le conformer au nouveau Code civil suisse et d'édicter à cet effet les règles complémentaires nécessaires. Les juristes liront avec intérêt tout le bulletin sténographique rempli, ou presque, par l'examen critique de ces questions. Il ne s'agit ici, pour moi, que de relever les interventions de Maurice Troillet susceptibles de nous apprendre quelque chose de son caractère et de ses opinions deux ans avant son entrée au gouvernement. Une simple question d'abord : l'avant-projet « prévoyait que la femme était appelée à faire partie du conseil de famille, tandis que dans le projet actuel cette clause a été supprimée. Est-ce intentionnellement ? » « C'est une omission, lui répond le conseiller d'Etat Arthur Couchepin, le code civil donne à la femme la faculté d'être nommée tutrice de ses enfants, il ne peut donc pas être question de l'exclure du conseil de famille. »<sup>18</sup>

En matière de droit successoral, la commission proposait de ne l'étendre qu'aux seuls enfants des frères et sœurs. Maurice Troillet n'était absolument pas d'accord et il suggéra de faire participer à ce droit les enfants des enfants des frères et sœurs, et cela jusqu'au quatrième degré : « La solution qu'on préconise ne me satisfait pas du tout [...]. Bien entendu, on peut, en faveur des deux systèmes de liberté ou de contrainte, présenter des arguments très sérieux, et très convaincants. Je ferais cependant remarquer qu'il ne faut pas renverser d'un jour à l'autre toutes nos traditions. En effet, notre droit actuel valaisan étend la réserve jusqu'au quatrième degré. Ce système auquel notre peuple est habitué a-t-il donné lieu à des plaintes ? Non. Dans ce cas, et puisque le Code civil permet d'étendre cette réserve jusqu'au quatrième degré, profitons-en. Ce faisant, nous resterons dans les traditions du droit valaisan. Si ce projet de loi est soumis au peuple, et j'estime qu'il doit l'être, je suis certain que cette seule disposition pourra occasionner un échec. »<sup>19</sup>

Sa proposition fut repoussée en premiers et seconds débats au cours desquels il tenta, tout aussi vainement, de faire peser une part plus lourde de l'assistance sur la commune de domicile et de dégrever d'autant la charge de la commune d'origine que le citoyen « a quittée tout jeune, dans laquelle il n'a pris aucune part à la vie civile »<sup>20</sup>.

Deux brèves interventions seulement, mineures parce que ne portant que sur des points de détail, dans ces longs débats sur le règlement d'application du Code civil suisse qui, à la suite d'un refus populaire, mobilisa encore, à maintes reprises, les députés valaisans. On aurait tort de voir, dans cette quasi-abstention, la preuve d'un désintérêt. La vraie raison est ailleurs. Le

<sup>17</sup> BGC, session de novembre 1910, séance du 25 novembre, pp. 284 et suivantes.

<sup>18</sup> BGC, session prorogée de novembre 1910 au 6 mars 1911, séance du 9 mars, p. 145.

<sup>19</sup> *Ibidem*, séance du 11 mars 1911, pp. 163-164.

<sup>20</sup> BGC, session ordinaire de mai 1911, séance du 17 mai, pp. 229-230.

rapporteur français est Raymond Evéquo qui, jour après jour, défendit les projets de la majorité de la commission. Or R. Evéquo a non seulement été le maître à penser de son ancien stagiaire, mais les deux hommes se sont liés d'amitié et leurs vues politiques sont les mêmes. Aussi peut-on considérer que, défendant ses propres idées, Evéquo exprime les convictions de Troillet. Cette entente, j'allais dire cette complicité manœuvrière était telle qu'André Marcel, ténor des journaux d'opposition, a pu soutenir que quand Maurice Troillet se trompait, il appartenait à R. Evéquo de prouver qu'il avait raison.

Président de la commission chargée de rapporter sur la route du Rawyl, Maurice Troillet put mesurer les difficultés qu'il affronterait plus tard, quand, conseiller d'Etat, il ferait du projet de relier tous les villages à la plaine l'une des pièces maîtresses de sa politique. En effet, alors qu'il ne s'agit ici que du raccordement de Grimisuat à Lens, les obstacles se multiplient : absence de plan d'ensemble, refus obstiné de Lens qui craint d'avoir construit pour rien, à ses frais, 4 km. de route que le projet de l'Etat n'utiliserait pas, sacrifice par voie d'expropriation des meilleures propriétés. Dans ces interventions, on devine l'impatience de son caractère : « L'intention de la commission [...] n'est pas de renvoyer la question aux calendes grecques, bien au contraire [...]. Il est temps de terminer avec un projet qui traîne depuis vingt ans. »<sup>21</sup> Des obstacles donc, mais, et ceci compense cela, l'opposition des communes à une politique routière et plus particulièrement à leur ouverture aux autos, n'est plus ce qu'elle était quelques années auparavant. Les demandes au contraire se multiplient. La route de La Forclaz est ouverte dès 1910, mais l'autorisation n'est accordée qu'à titre d'essai et « aux risques et périls des voyageurs. »<sup>22</sup> En raison de son étroitesse et de contours si aigus qu'ils ne pouvaient être négociés que par des manœuvres délicates, ces risques étaient si réels qu'il fallut y investir de l'argent pour arrondir les angles.

Un examen rapide des interventions du député Maurice Troillet montre qu'elles ne furent pas nombreuses et que l'assemblée ne suivit guère ses suggestions. Le plus souvent, ce furent des échecs, comme le furent, on l'a vu, ses essais agricoles en tant que sources de profit personnel.

En revanche, le travail qu'il fournit dans les commissions est à proprement parler stupéfiant, autant par leur nombre que par leur diversité. 1905 : Subventions scolaires. 1906 : Révision de la constitution. 1907 : Pétitions, Loi électorale, Budget. 1908 : Administration de la Caisse hypothécaire, Loi sur le timbre. 1909 : Gestion, Séparation Salvan-Vernayaz. 1910 : Assainissement de la plaine de Saillon à Fully. 1911 : Gestion, Route du Rawyl. 1912 : Route Vex - les Mayens, Loi sur les élections et votations.

De 1905 à 1912, en huit ans, il a fait partie en tant que membre, rapporteur ou président, de quatorze commissions et l'on s'étonne moins de la brillante élection, par 88 voix sur 100 votants, d'un homme de 33 ans.

Elu conseiller d'Etat le 20 mai 1913, il sera le chef du département de l'Intérieur pendant quarante ans. Après l'avoir quitté, il réussit, pendant les huit années qui lui restaient à vivre, à faire percer le tunnel du Saint-Bernard malgré des obstacles dont le plus dur ne fut pas le rocher.

<sup>21</sup> *Ibidem*, séance du 12 mai, p. 152.

<sup>22</sup> BGC, session ordinaire de novembre 1911, séance du 20 novembre, p. 130.